

POINT FORT

«Il faut redonner de la complexité à l'enseignement de la guerre»

Les Journées de didactique de l'histoire seront consacrées cette année à l'enseignement de la guerre, et en particulier de la Grande Guerre. Présentation avec le professeur Charles Heimberg

«L'Allemagne, depuis plus de cent ans, rêve d'être la maîtresse du monde. Elle aime se jeter sur les pays voisins pour les conquérir et les forcer à lui obéir.» Voilà comment, à l'aube des années 1950, les manuels scolaires français présentaient les causes du premier conflit mondial et, par extension, du second. Certes, on attend de l'historien qu'il confère du sens aux événements passés. Mais avec quels objectifs et à l'aide de quels outils ce travail d'interprétation doit-il s'effectuer? Au regard du chemin parcouru depuis les analyses simplistes de l'immédiat après-guerre, il paraît clair que la réponse à cette question est intimement liée à la société qui la pose. Les 14, 15 et 16 mai prochains, les participants aux Journées de didactique de l'histoire aborderont cette problématique sous l'angle de l'enseignement des guerres et en particulier celui de la Grande Guerre. Professeur de didactique de l'histoire à la Section des sciences de l'éducation

(FPSE) et à l'Institut universitaire de formation des enseignants, Charles Heimberg est l'organisateur de ces Journées avec l'Equipe de didactique de l'histoire et de la citoyenneté. Entretien.

Comment enseigner aujourd'hui l'histoire des guerres?

Charles Heimberg: Il est essentiel de remettre de la complexité et de la diversité dans l'enseignement de la guerre. Pendant longtemps celui-ci est resté cantonné à un récit sur les stratégies militaires et diplomatiques: une histoire des batailles. Il a fallu attendre les années

1950 et un regain d'attention porté aux témoignages des poilus de la Grande Guerre pour que l'historiographie intègre les acteurs du conflit et une dimension sociale. Plus récemment, une troisième configuration, culturelle celle-là, a vu le jour, tenant compte des représentations propres à l'époque, la propagande, les symboles et tout l'appareil idéologique qui a accompagné la possibilité même du conflit.

Dans le cas de la Grande Guerre, comment ces différentes configurations se manifestent-elles?

Plusieurs approches sont possibles. L'une d'elles consiste à se demander comment les acteurs de cette guerre ont accepté de la faire et de la faire aussi longtemps. Pour cela, il ne suffit pas de dire qu'il s'agissait de patriotes. Il faut tenir compte d'un faisceau de causalités. Il y a d'abord eu un effet de surprise, une in-

capacité à infléchir le cours des événements. Après des poilus, cette incapacité s'est manifestée par la difficulté à résister, même si des mutineries ont eu lieu au cours de l'année 1917. Pour comprendre cet aspect, il faut se plonger dans les spécificités de l'époque. La vaste majorité des soldats étaient des paysans, façonnés par un univers mental où il n'allait pas de soi de s'opposer à ce qui était présenté comme un devoir. Le début

«La vaste majorité des soldats de la Grande Guerre étaient des paysans, façonnés par un univers mental où il n'allait pas de soi de s'opposer à ce qui était présenté comme un devoir»

du XX^e siècle marque aussi le triomphe de l'Etat, qui encadre la plupart des aspects de l'existence des individus.

On commémore cette année les 100 ans de la Grande Guerre. La durée est-elle indispensable pour parvenir à prendre en compte cette complexité?

Aujourd'hui, l'histoire a intégré le concept de temps présent. Des événements récents peuvent donc aussi être abordés avec la méthode historique.

On observe toutefois un décalage entre la recherche historique et le moment où ses résultats sont pris en compte dans l'enseignement, comme c'est par exemple le cas avec le rapport Bergier sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale...

En effet, il existe parfois des blocages. Inversement, il arrive que des thèses très discutables issues de la

recherche fassent rapidement leur entrée dans les manuels scolaires, comme cette idée apparue récemment en France selon laquelle les soldats de la Grande Guerre auraient été mus par une forme de brutalité qui les aurait rendus violents. En ce qui concerne le rapport Bergier, il convient de rappeler que le dernier manuel d'histoire produit en Suisse romande l'a été avant la publication du rapport, au début des années 1990. En dehors des manuels, chaque enseignant est libre d'utiliser les documents qui lui paraissent les plus appropriés. Par ailleurs, l'enseignement a aujourd'hui tendance à associer des thématiques à des regards spécifiques de l'histoire. On aborde, par exemple, la Grande Guerre sous l'angle des manifestations mémorielles ou sous celui de l'étrangeté du passé.

L'histoire sert-elle à éviter de reproduire les erreurs du passé?

J'aimerais le croire. Mais je suis toujours troublé à l'idée que le phénomène de négation de l'humanité le plus extrême que je connaisse, les crimes nazis, est né dans un des berceaux des Lumières, au sein d'une population dont le niveau d'alphabétisation était supérieur à la moyenne européenne. Je suis également parfois gêné par la confusion entretenue par la classe politique lorsqu'elle évoque l'histoire. François Hollande a tenu récemment un discours dans lequel il soutenait que la France s'était engagée dans la Grande Guerre pour défendre des valeurs républicaines. Cela revient à anticiper la guerre suivante, ce qui me paraît grave. Avec la guerre de 14-18, on a affaire à des soldats qui

font ce qui leur est présenté comme un devoir, pris dans une confrontation inter-impérialiste qui les entraîne dans une boucherie. Avec la Seconde Guerre mondiale et la lutte contre le fascisme, on assiste à des formes d'engagement d'une tout autre nature.

Quelle est aujourd'hui la place de la guerre dans l'enseignement de l'histoire?

Nous vivons une époque qui est très sensible à la notion de victime et cela se reflète dans l'enseignement. En ce qui concerne la Grande Guerre, les enseignants ont souvent recours aux lettres de poilus, avec pour objectif de créer de l'empathie chez les élèves. Ce n'est pas problématique en soi. Cependant le point de vue de la victime ne permet pas de comprendre l'histoire à lui seul. Il faut aussi analyser l'attitude des responsables ou des exécutés, et celui des témoins qui n'ont pas participé directement, comme ce fut le cas de la Suisse durant les deux guerres mondiales.

1. Bernard et Redon, *Notre premier livre d'histoire*, Cours élémentaire, Fernand Nathan, 1953

| PLUS D'INFORMATIONS |

Journées de didactique 2014
Enseigner l'histoire des guerres – La Grande Guerre
du 14 au 16 mai
Centre médical universitaire
et Uni Mail
Entrée libre

Programme complet:
www.unige.ch/fapse/edhice/actualites/journeesdidactiquehistoire.html



BIO EXPRESS

Nom: Charles Heimberg

Titre: Professeur ordinaire à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation

Parcours: Doctorat ès lettres, en histoire générale, à l'UNIGE (1995). A été infirmier en psychiatrie, enseignant dans le secondaire, formateur d'enseignants. Dispense des enseignements universitaires depuis 2004. Responsable de la rédaction d'une revue de didactique de l'histoire, depuis 2001. Professeur ordinaire en didactique de l'histoire et de la citoyenneté depuis 2011.



Fichier de l'Agence internationale des prisonniers de guerre (1914-1923). Photo: A. Germond/MICR

La Première Guerre a divisé la Suisse

Peu étudiée et peu connue du public, la période couvrant la Première Guerre mondiale en Suisse a pourtant été le théâtre de transformations durables

Le centenaire du début de la Grande Guerre a amorcé un mouvement de rattrapage dans l'historiographie de la Suisse sur cette période jusqu'ici relativement peu étudiée et peu connue du public par comparaison avec le second conflit mondial. Cet effort est illustré notamment par le lancement en 2012 d'un projet «Sinergia» financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique et piloté depuis l'Université de Zurich sous le titre «La Suisse durant la Première Guerre mondiale». L'impact du conflit a en effet marqué durablement l'environnement social, culturel et politique helvétique.

LES DÉBUTS DU RÖSTIGRABEN

«Si la Suisse est restée jusqu'ici assez silencieuse sur cette période, c'est avant tout parce que cette guerre a été un moment de division, la Suisse romande étant majoritairement francophile et la Suisse alémanique favorable aux empires centraux», explique Charles Heimberg, professeur de didactique de l'histoire à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (*lire ci-contre*).

Ces positions très tranchées prennent une ampleur embarrassante

pour la Suisse en 1915 avec l'affaire des colonels du haut commandement militaire Friedrich Moritz von Wattenwyl et Karl Egli accusés de transmettre des renseignements aux attachés militaires du Reich allemand. Apprenant ces faits, le Conseil fédéral s'emploie d'abord à muter discrètement les deux officiers. Mais devant le tollé provoqué par l'affaire auprès de l'opinion, notamment romande, une enquête administrative est lancée. Condamnés à une mesure disciplinaire de vingt jours d'arrêt, les colonels seront finalement suspendus de leurs fonctions par le Conseil fédéral.

AGITATION SOCIALE

La dégradation de la situation économique liée à la guerre, surtout pour la population urbaine, provoque un climat d'explosion sociale culminant avec la grève générale de 1918. «Le conflit a entraîné des fractures au sein même du mouvement ouvrier, scindé entre le camp des patriotes et celui des internationalistes», relève Charles Heimberg. La présence sur le sol suisse à cette époque de pacifistes et d'exilés politiques, comme Lénine, ne fait qu'amplifier les suspicions de complot, relayées par une presse où règne une assez grande liberté de ton par rapport à celle des belligérants.

«Ces divisions incitent des intel-

lectuels à construire un discours patriotique qui appelle à faire taire les divergences entre Suisses», observe Charles Heimberg. De cette époque date la première élaboration d'une mythologie du «Sonderfall» helvétique, une exception portée par des valeurs conservatrices et de tradition, qui trouve sa justification dans la situation du pays au cœur de l'Europe et dans sa volonté d'indépendance.

Le conflit a par ailleurs joué un rôle capital dans l'édification de la politique humanitaire de la Suisse. Avec à sa tête le Genevois Gustave Ador, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) organise un centre de repérage des victimes et crée l'Agence internationale des prisonniers de guerre. De nombreuses familles se rendent alors à Genève dans l'espoir de retrouver la trace d'un proche disparu. Le CICR s'efforce également d'obtenir le rapatriement des grands blessés et des prisonniers. Ce rôle joué par la Suisse se verra ensuite renforcé par l'action de William Rappard, fondateur de l'Institut de hautes études internationales, en faveur de la mise en place de la Société des Nations et de son siège à Genève.

Cette politique humanitaire participe à donner un sens moderne à la neutralité suisse. Elle s'avère en tout cas une stratégie plus efficace que la dissuasion militaire pour préserver la paix helvétique. Cette question des

relations entre neutralité et action humanitaire fait l'objet d'une thèse d'Olivier Cotter, un chercheur de la Faculté des lettres, associée au projet Sinergia «La Suisse durant la Première Guerre mondiale» (*lire Campus* N° 117, à paraître).

UN LABORATOIRE DE PROPAGANDE

Enfin, la Suisse a joué un rôle de laboratoire dans l'édification par les belligérants d'une propagande à visée internationale. De par sa position géographique et culturelle, son multilinguisme, la Suisse sert d'antenne à la diffusion d'idées, s'attirant les convoitises des communicateurs de part et d'autre du conflit. Alexandre Elsig, chercheur à l'Université de Fribourg, s'est ainsi intéressé aux efforts déployés par l'Allemagne pour se gagner les faveurs de l'opinion helvétique, et par ce biais la sympathie d'autres Etats neutres comme les Etats-Unis ou les pays scandinaves. A grand renfort de manifestations culturelles et philanthropiques, les agents allemands s'attachent les services d'artistes comme le compositeur et chef d'orchestre Richard Strauss ou le metteur en scène Max Reinhardt, invités en Suisse dans le cadre de tournées internationales. Ils parviennent également à conclure un accord pour mettre à disposition gratuitement les grands titres de la presse allemande dans les hôtels suisses de luxe. ■